BURKINA FASO

=-=-=-=-=-=-

LA PATRIE OU LA MORT,
NOUS VAINCRONS

IV^{E} REPUBLIQUE

TROISIEME LEGISLATURE DE TRANSITION

Session permanente

ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE TRANSITION

TEXTE ISSU DE LA COMMISSION DES FINANCES
ET DU BUDGET (COMFIB)

Dossier n°20

PROJET DE LOI N° -2025/ALT PORTANT LOI DE FINANCES POUR L'EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT, EXERCICE 2026

Décembre 2025

L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE DE TRANSITION

Vu la Constitution ;

Vu la Charte de la Transition du 14 octobre 2022 et son modificatif du 25 mai 2024 ;

Vu la résolution n°001-2022/ALT du 11 novembre 2022 portant validation du mandat des députés ;

Vu la résolution n°003-2022/ALT du 14 novembre 2022 portant règlement de l'Assemblée législative de transition et son modificatif n°005-2024/ALT du 27 juillet 2024 ;

Vu la loi organique n° 073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances ;

a délibéré en sa séance du ….. 2025 et adopté

la loi dont la teneur suit :

Article 1 :

L'exécution du budget de l'Etat, **exercice** 2026 est réglée en recettes et en dépenses par les dispositions de la présente loi de finances.

PREMIERE PARTIE : DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES ET AUX CHARGES

TITRE 1 : DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

CHAPITRE 1 : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 2 :

Sous réserve des dispositions de la présente loi, la perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat, aux collectivités territoriales, aux établissements publics et organismes divers habilités à les percevoir, continue d'être effectuée conformément aux textes en vigueur.

Article 3 :

Aucune recette, quel que soit son budget d'imputation ou sa destination, ne peut être perçue si elle n'est autorisée par un texte législatif ou réglementaire pris sur proposition ou avec l'accord préalable du ministre chargé des finances.

Toute perception de recettes, de quelque nature que ce soit, fait l'objet d'une déclaration auprès du ministre chargé des finances qui en fixe les modalités de recouvrement. Toute démarche contraire est considérée comme une concussion.

Toute recette perçue en inobservation de l'alinéa 2 ci-dessus et non reversée au Trésor public est considérée comme un détournement de deniers publics.

Article 4 :

Les régies et services de recettes sont astreints à la production d'un rapport mensuel soumis au ministre chargé des finances sur le recouvrement et le reversement au Trésor public de leurs recettes.

Article 5 :

Les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables de l'encaissement régulier des recettes dont le recouvrement leur est confié.

Est considéré comme un détournement de deniers publics et passible de poursuites administratives et judiciaires le non reversement des ressources collectées au Trésor public dans les délais réglementaires.

Article 6 :

Il est interdit à tout président d'institution ou ministre d'intervenir en faveur des organismes relevant de sa tutelle dans le but d'interrompre ou d'empêcher la mise en œuvre des procédures légales et réglementaires de recouvrement reconnues aux comptables publics.

Article 7 :

Chaque président d'institution ou ministre exerce un contrôle permanent sur les organismes placés sous son autorité pour s'assurer du reversement au Trésor public des recettes. Il en rend compte par la production de rapports mensuels soumis au ministre chargé des finances.

Article 8 :

Les procédures de recouvrement des recettes non fiscales sont les mêmes qu'en matière fiscale.

Toutefois, elles peuvent faire l'objet d'encaissement au comptant sans titre préalablement émis. Dans tous les cas, les montants encaissés sans titre préalable font l'objet de régularisation, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Article 9 :

Toute recette perçue peut faire l'objet de remboursement à condition que le redevable fasse la preuve que le paiement indu, total ou partiel, est le fait de l'administration.

La demande de remboursement est adressée au ministre chargé des finances sous couvert du comptable ayant encaissé la recette et après avis conforme du Comptable **p**rincipal de l'Etat compétent.

Lorsque la demande est faite au cours de l'exercice budgétaire au cours duquel la recette a été encaissée et le remboursement intervient au cours du même exercice, il se fait en diminution des produits relatifs à ladite recette.

Lorsque le remboursement concerne des recettes encaissées sur des exercices budgétaires clos, le remboursement se fait par mandatement sur le budget de l'Etat.

Article 10 :

Il est autorisé la perception de ressources de trésorerie.

Article 11

Pour toute somme due à l'Etat au titre des prêts et avances non réglés à l'échéance, le redevable est tenu de payer une pénalité de retard au taux de refinancement appliqué au Trésor public par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO).

Cette pénalité de retard n'est applicable que pour les prêts et avances pour lesquels la convention signée entre l'Etat et le bénéficiaire ne prévoit aucun intérêt moratoire, aucun intérêt de retard et aucune pénalité de retard.

Le montant minimum à percevoir par le Trésor public au titre de ces pénalités est fixé à cent mille (100 000) francs CFA.

Article 12 :

Les sociétés d'Etat, après déduction des réserves réglementaires, reversent au Trésor public, au titre des dividendes à l'Etat, 60% de leurs résultats nets à affecter.

Les modalités de paiement au Trésor public sont les suivantes :

- 25% des dividendes dus, aussitôt après la tenue de la session du Conseil d'administration sur les états financiers et au plus tard à la fin du mois de juin de l'année en cours ;
- le reliquat au plus tard le 30 septembre de l'année en cours.

Les dirigeants des sociétés d'Etat sont tenus au respect des délais de production des documents financiers, de tenue des assemblées, de reversement au Trésor public des dividendes et des bénéfices non réinvestis, conformément aux dispositions en vigueur.

En cas de non-respect des délais prescrits, les contrevenants sont astreints au paiement d'une pénalité de retard au taux de 20% du montant dû.

Article 13 :

En application des dispositions de l'article 34, alinéa 1 de la loi organique n°073-2015/CNT du 06 novembre 2015 relative aux lois de finances, des procédures particulières, notamment la procédure de fonds de concours et la procédure de rétablissement de crédits, peuvent permettre d'assurer une affectation au sein du budget général.

Article 14 :

Pour compter du 1er janvier 2026, l'article 62 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 62 :

Est déductible, dans la limite de 10% des frais généraux, le montant cumulé des frais suivants :

- la quote-part des frais de siège incombant aux entreprises exploitées au Burkina Faso ;
- les frais d'assistance technique, comptable et financière ainsi que les frais d'études et assimilés, versés à des entreprises liées au sens de l'article 66.

Ces frais doivent, en outre, correspondre à des services précis et effectivement rendus à l'entreprise exploitée au Burkina Faso, et ne pas présenter, dans leur montant, un caractère exagéré.

Les frais généraux, au sens du présent code, s'entendent des charges d'exploitation et des charges financières indirectes inhérentes à la gestion et au fonctionnement courant de l'entreprise, sans lien direct avec la production d'un bien ou la fourniture d'un service déterminé, et ne constituant pas la contrepartie de l'entrée d'un nouvel élément dans l'actif de l'entreprise. Ne sont pas compris dans ces frais, les achats, les dotations aux amortissements et aux provisions ainsi que les pertes de change.

Article 15 :

Pour compter du 1er janvier 2026, l'article 207 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 207 :

Le taux de la retenue est fixé à :

- 5% du montant hors taxes des sommes versées pour les personnes justifiant d'une immatriculation à l'identifiant financier unique (IFU). Ce taux est réduit à 1% pour les travaux immobiliers et les travaux publics et à 2% pour les prestations de travail temporaire ;
- 25% du montant des sommes versées pour les personnes non salariées ne justifiant pas d'une immatriculation à l'identifiant financier unique (IFU).

Article 16 nouveau :

Pour compter du 1er janvier 2026, l'article 221 de la loi n°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 221 :

1) Le taux de la retenue à la source est fixé à :

a) 2 % pour les sommes versées à raison de :

- **vacations d'enseignement dans les établissements d'enseignement ;**
- **prestations manuelles rémunérées à temps, à la tâche ou à la pièce, accomplies par toute personne physique non salariée.**

b) 5 % pour les sommes versées aux :

- **entités publiques et parapubliques ne réalisant pas habituellement d'activités lucratives. Toutefois, sont exonérées de cette retenue les sommes versées aux entités publiques lorsqu'elles constituent des recettes de services dont la perception est autorisée par décret en Conseil des ministres, sous réserve de la production d'une attestation d'exonération délivrée par la Direction générale des impôts.**

- **autres personnes morales ne réalisant pas habituellement d'activités lucratives.**

c) 10 % pour les sommes versées aux :

- **personnes physiques salariées des secteurs public et privé, qu'elles soient immatriculées ou non ;**
- **personnes physiques non salariées accomplissant occasionnellement une prestation intellectuelle et ne pouvant être considérée comme un professionnel indépendant, y compris les vacations du corps médical.**

Le montant de la retenue à la source ne peut être pris en charge par le débiteur.

Le reste sans changement.

<u>Article 17 nouveau :</u>

Pour compter du 1er janvier 2026, le paragraphe 4 de l'article 239 de la loi n°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 239 :

4) Tableau C : Grossistes en boissons de fabrication locale, gérants de stations-services, distributeurs agréés de recharges téléphoniques prépayées et organisme public d'achat et de vente de l'or et des autres substances minérales, à condition qu'ils n'exercent pas dans la même localité d'autres activités patentables dont le chiffre d'affaires hors taxes excède 10 % de celui de l'activité principale.

Le reste sans changement.

<u>Article 18 nouveau</u>

Pour compter du 1er janvier 2026, l'article 242 de la loi n°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est complété par un paragraphe 5 et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 242 :

5) sont exonérés de la patente proportionnelle sur commandes publiques, les fournisseurs non établis au Burkina Faso pour les livraisons de produits pétroliers et dérivés aux entités publiques en charge de l'approvisionnement du pays en hydrocarbures.

Article 19 nouveau = article 16 ancien :

Pour compter du 1er janvier 2026, l'article 283 de la loi n°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 283 :

Les tarifs de la taxe sur les armes sont fixés ainsi qu'il suit :

- catégorie 1 - Armes de traite : **3 000** francs CFA ;
- catégorie 2 - Armes lisses à un coup : **3 000** francs CFA ;
- catégorie 3 - Armes lisses à deux coups ou à répétition : 30 000 francs CFA ;
- catégorie 4 - Armes rayées de salon, de jardin, calibre 5,5 et 6 mm tirant la balle courte dite bosquette : 10 000 francs CFA ;
- catégorie 5 - Armes rayées calibre 22 long rifle (5,5) et 6 mm tirant la balle longue : 25 000 francs CFA ;
- catégorie 6 - Armes rayées d'un calibre supérieur à 6 mm : 50 000 francs CFA ;
- catégorie 7 - Pistolets et revolvers : 50 000 francs CFA.

Article 20 nouveau = article 17 ancien :

Pour compter du 1er janvier 2026, le 2) de l'article 308 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 308 :

2) Les autres produits

Code produits	Désignation des produits
0101.21.00.00	Chevaux vivants Reproducteurs de race pure
0101.30.10.00	Anes vivants Reproducteurs de race pure
0101.90.00.00	Mulets et bardots vivants, reproducteurs de race pure
0102.21.00.00	Bovins domestiques Reproducteurs de race pure
0102.29.00.00	Bovins domestiques autres que les reproducteurs de race pure
0102.31.00.00	Buffles vivants Reproducteurs de race pure
0102.90.00.00	Animaux vivants de l'espèce bovine autres que les bovins domestiques et les buffles, reproducteurs de race pure
0103.10.00.00	Animaux vivants de l'espèce porcine, Reproducteurs de race pure
0104.10.10.00	Animaux vivants de l'espèce ovine, Reproducteurs de race pure
0104.10.90.00	Animaux vivants de l'espèce ovine autres que les reproducteurs de race pure
0104.20.10.00	Animaux vivants de l'espèce caprine, Reproducteurs de race pure
0104.20.90.00	Animaux vivants de l'espèce caprine autres que les reproducteurs de race pure
0105.11.10.00	Volailles de l'espèce Gallus domesticus d'un poids n'excédant pas 185g Reproducteurs
0105.11.90.00	Volailles de l'espèce Gallus domesticus d'un poids n'excédant pas 185 g, autres que reproducteurs
0105.12.00.00	Dindes et dindons d'un poids n'excédant pas 185 g
0105.13.00.00	Canards d'un poids n'excédant pas 185 g
0105.14.00.00	Oies d'un poids n'excédant pas 185 g
0105.15.00.00	Pintades d'un poids n'excédant pas 185 g
0301.91.10.00	Alevins de truites (Salmo trutta, Oncorhynchus mykiss, Oncorhynchus clarki, Oncorhynchus aguabonita, Oncorhynchus gilae, Oncorhynchus apache et Oncorhynchus chrysogaster)
0301.92.10.00	Alevins d'anguilles (Anguilla spp.)
0301.93.10.00	Alevins de carpes (Cyprinus spp., Carassius spp., Ctenopharyngodon idellus, Hypophthalmichthys spp., Cirrhinus spp., Mylopharyngodon piceus, Catla catla, Labeo spp., Osteochilus hasselti, Leptobarbus hoeveni, Megalobrama spp.)
0301.94.10.00	Alevins de Thons rouges de l'Atlantique et du Pacifique (Thunnus
	thynnus, Thunnus orientalis)
0301.95.10.00	Alevins de Thons rouges du sud (Thunnus maccoyii)
0301.99.10.00	Alevins non spécifiés au 03.01
04.01	Lait et crème de lait, non concentrés ni additionnés de sucre ou d'autres édulcorants.

Code produits	Désignation des produits
04.02	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants.
0407.11.00.000	Œufs fertilisés destinés à l'incubation de volailles de l'espèce Gallus domesticus
0701.10.00.00	Pommes de terre de semence, à l'état frais ou réfrigéré
10.01	Froment (blé) et méteil
10.02	Seigle
10.03	Orge.
10.04	Avoine.
10.05	Maïs
10.06	Riz
10.07	Sorgho à grains.
10.08	Sarrasin, millet et alpiste ; autres céréales.
1207.40.00.00	Graines de sésame
1207.99.10.00	Graines de karité
12.09	Graines, fruits et spores à ensemencer
1901.10.00.00	Préparations pour l'alimentation des nourrissons et enfants en bas âge, conditionnées pour la vente au détail
Code produits	Désignation des produits
1905.90.00.00	Hosties, cachets vides des types utilisés pour médicaments, pains à cacheter, pâtes séchées de farine, d'amidon ou de fécule en feuilles et produits similaires, pain de la boulangerie de consommation courante
2102.10.00.00	Levures vivantes
2102.20.00.00	Levures mortes ; autres micro-organismes monocellulaires morts
2106.90.93.00	Améliorant pour panification
2501.00.20.00	Sel destiné à l'alimentation humaine
2501.00.30.00	Sel en blocs comprimé pour l'alimentation du bétail
2710.12.30.00	Essence d'aviation
2710.19.11.00	Carburéacteur
2710.19.12.00	Pétrole lampant
2710.19.22.00	Fuel-oil domestique
2710.19.23.00	Fuel-oil léger

Code produits	Désignation des produits
2710.19.24.00	Fuel-oil lourd I
2710.19.25.00	Fuel-oil lourd I
2710.19.39.10	Huiles de moteur à 2 temps
2711.13.00.00	Gaz Butanes
Chapitre 31	Engrais à l'exclusion des engrais du présent chapitre importés à des fins autres que la fertilisation des sols
38.08	Insecticides anti rongeurs, fongicides, herbicides inhibiteurs de germination et régulateurs de croissance pour plantes ; désinfectants et produits similaires présentés dans des formes ou emballages de ventes au détail ou à l'état de préparation ou sous forme d'articles tels que rubans, mèches et bougies soufrés et papier tue-mouches lorsque ces produits sont destinés à l'agriculture
3923.30.90.00	**Récipient pour gaz comprimé ou liquéfié, en fibre de verre**
3926.10.00.00	Protège-cahiers en matière plastique
4401.11.00.00	Bois de chauffage en rondins, bûches, ramilles, fagots ou sous formes similaires, de conifères
4401.12.00.00	Bois de chauffage en rondins, bûches, ramilles, fagots ou sous formes similaires, autres que de conifères
44.02	Charbon de bois (y compris le charbon de coques ou de noix), même aggloméré
4801.00.00.00	Papier journal, en rouleaux ou en feuilles.
4820.20.00.00	Cahiers
4901.10.00.00	Livres, brochures et imprimés en feuillets isolés, même pliés
4901.99.10.00	Livres, brochures et imprimés similaires scolaires ou scientifiques
4901.99.90.00	Autres Livres, brochures et imprimés similaires même sur feuillets isolés
49.02	Journaux et publications périodiques imprimés, même illustrés ou contenant de la publicité.
4903.00.00.00	Albums ou livres d'images et albums à dessiner ou à colorier, pour enfants
4907.00.00.00	Timbres-poste, timbres fiscaux et analogues, non oblitérés, ayant cours ou destinés à avoir cours dans le pays dans lequel ils ont, ou auront, une valeur faciale reconnue ; papier timbré ; billets de banque ; chèques ; titres d'actions ou d'obligations et titres similaires.
4911.99.10.00	Stickers pour la sécurisation des factures normalisées
7311.00.00.00	Récipients pour gaz comprimés ou liquéfiés, en fonte, fer ou acier
7613.00.00.00	Récipients en aluminium pour gaz comprimés ou liquéfiés
0801.31.00.00	Noix de cajou en coques

Code produits	Désignation des produits
0801.32.00.00	Noix de cajou sans coques
8413.20.00.00	Pompes actionnées à la main, autres que celles des n°s 8413.11 ou 8413.19
8413.91.20.00	Parties de pompes à mains
8424.41.00.00	Pulvérisateurs portables pour l'agriculture ou l'horticulture
8424.49.00.00	Pulvérisateurs pour l'agriculture ou l'horticulture autres que les pulvérisateurs portables
8424.82.00.00	Autres Appareils mécaniques (même à main) à projeter, disperser ou pulvériser des matières liquides ou en poudre destinés à l'agriculture ou l'horticulture
8432.10.00.00	Charrues
8432.21.00.00	Herses à disques (pulvériseurs)
8432.29.00.00	Herses autres qu'à disques, scarificateurs, cultivateurs, extirpateurs, houes, sarcleuses et bineuses
8432.31.00.00	Semoirs, plantoirs et repiqueurs, sans labour
8432.39.00.00	Semoirs, plantoirs et repiqueurs, avec labour
8432.41.00.00	Epandeurs de fumier
8432.42.00.00	Distributeurs d'engrais
8432.80.00.00	Autres Machines, appareils et engins agricoles, horticoles ou sylvicoles pour la préparation ou le travail du sol ou pour la culture
8432.90.00.00	Parties des Machines, appareils et engins du 84.32
8433.20.00.00	Faucheuses, y compris les barres de coupe à monter sur tracteur
8433.30.00.00	Autres machines et appareils de fenaison
8433.40.00.00	Presses à paille ou à fourrage, y compris les presses ramasseuses
8433.51.00.00	Moissonneuses-batteuses
8433.52.00.00	Autres machines et appareils pour le battage
8433.53.00.00	Machines pour la récolte des racines ou tubercules
8433.59.00.00	Autres Machines et appareils pour la récolte
8433.60.00.00	Machines pour le nettoyage ou le triage des œufs, fruits ou autres produits agricoles
8433.90.00.00	Parties des machines et appareils du 84.33.
8434.10.00.00	Machines à traire
8434.20.00.00	Machines et appareils de laiterie
8434.90.00.00	Parties des Machines à traire et parties des machines et appareils de laiterie.

Code produits	Désignation des produits
8436.10.00.00	Machines et appareils pour la préparation des aliments ou provendes pour animaux
8436.21.00.00	Couveuses et éleveuses
8436.29.00.00	Machines et appareils pour l'aviculture autre que couveuses et éleveuses
8436.80.00.00	Machines et appareils pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture, ou l'apiculture, y compris les germoirs comportant des dispositifs mécaniques ou thermiques
8436.91.00.00	Parties de machines ou appareils d'aviculture
8436.99.00.00	Parties de Machines et appareils pour l'agriculture, l'horticulture, la sylviculture, ou l'apiculture, y compris les germoirs comportant des dispositifs mécaniques ou thermiques
8701.91.11.00	Tracteurs agricoles
8701.91.19.00	
8701.91.90.00	
8701.92.11.00	
8701.92.19.00	
8701.92.90.00	
8701.93.11.00	
8701.93.19.00	
8701.93.90.00	
8701.94.11.00	
8701.94.19.00	
8701.94.90.00	
8701.95.11.00	
8701.95.19.00	
8701.95.90.00	
8413.50.00.00	Pompes et élévateurs à liquide, à générateur solaire et leurs parties
8413.60.00.00	
8413.70.00.00	
8413.81.00.00	
8413.82.00.00	

Code produits	Désignation des produits
8413.91.90.00	
8413.92.00.00	
8414.51.00.00	Ventilateurs fonctionnant à l’énergie solaire
8415.10.10.00	Conditionneurs d’air fonctionnant à l’énergie solaire
8415.10.90.00	
8415.81.00.00	
8415.82.00.00	
8415.83.00.00	
8415.90.10.00	Parties des machines et appareils pour le conditionnement de l'air comprenant un ventilateur à moteur et des dispositifs propres à modifier la température et l'humidité, y compris ceux dans lesquels le degré hygrométrique n'est pas réglable séparément, pour l'énergie solaire
8415.90.90.00	
8418.10.10.00	Réfrigérateurs et congélateurs fonctionnant à l’énergie solaire
8418.10.90.00	
8418.21.10.00	
8418.21.90.00	
8418.29.10.00	
8418.29.90.00	
8418.30.10.00	
8418.30.90.00	
8418.40.10.00	
8418.40.90.00	
8418.50.10.00	
8418.50.90.00	
8418.61.00.00	Pompes à chaleur autres que les machines et appareils pour le conditionnement de l'air du n° 84.15, fonctionnant à l’énergie solaire
8418.69.00.00	Autres matériel, machines et appareils pour la production du froid fonctionnant à l’énergie solaire
8418.91.00.00	Meubles conçus pour recevoir un équipement pour la production du froid, équipement fonctionnant à l’énergie solaire.
8418.99.00.00	Parties de réfrigérateurs et congélateurs fonctionnant à l’énergie
	Solaire

Code produits	Désignation des produits
8419.12.00.00	Chauffe-eau solaires
8419.33.00.00	Équipements de séchoirs solaires
8419.34.00.00	
8419.35.00.00	
8419.39.00.00	
8419.40.00.00	Appareils de distillation ou de rectification fonctionnant à l'énergie
	Solaire
8419.50.00.00	Echangeurs de chaleur, fonctionnant à l'énergie solaire
8419.90.00.00	Parties des appareils du 84.19, fonctionnant à l'énergie solaire
8421.21.10.00	Appareils pour la filtration ou l'épuration des eaux fonctionnant à l'énergie solaire
8421.21.90.00	
8437.80.00.00	Machines et appareils pour la minoterie ou le traitement des céréales ou légumes secs, autres que les machines et appareils du type fermier fonctionnant à l'énergie solaire
8437.90.00.00	Parties des machines et appareils pour la minoterie ou le traitement des céréales ou légumes secs, autres que les machines et appareils du type fermier fonctionnant à l'énergie solaire
8501.71.00.00	Machines génératrices photovoltaïques à courant continu d'une puissance n'excédant pas 50 W
8501.72.00.00	Machines génératrices photovoltaïques d'une puissance excédant 50W
8501.80.00.00	Machines génératrices photovoltaïques à courant alternatif
8502.39.10.00	Groupes électrogènes à énergie solaire
8504.10.00.00	Ballasts pour lampes ou tubes à décharge, pour courant continu 12-
	24-48 volts
8504.40.10.00	Onduleurs (Convertisseurs statiques) DC/AC pour énergie solaire
8504.40.20.00	Chargeurs de batteries pour l'énergie solaire
8502.40.00.00	
8504.40.10.00	Convertisseurs pour système solaire
8504.40.90.00	
8507.20.00.00	Accumulateurs électriques, y compris leurs séparateurs, même de forme carré ou rectangulaire et leurs parties, des types destinés exclusivement à la production de l'énergie solaire, à l'exclusion des
8507.30.00.00	

Code produits	Désignation des produits
8507.50.00.00	
8507.60.00.00	
8507.80.00.00	Accumulateurs au plomb, des types utilisés pour le démarrage des moteurs à piston
8507.90.00.00	
85.13.10.00.00	Lampes solaires portables
85.13.10.00.00	Torches solaires
8516.60.10.00	Cuisinières fonctionnant à l'énergie solaire
8516.60.90.00	
8516.90.00.00	Parties de cuisinières solaires
8528.72.90.00	Appareils récepteurs de télévision, même incorporant un appareil récepteur de radiodiffusion ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son ou des images, fonctionnant à l'énergie solaire.
85.36.20.00.00	Limiteurs de charge ou de décharge à courant continu
85.36.90.00.00	Réglettes à courant continu 12-48 scialytiques à courant continu
8537.10.00.00	Armoires de commande pour équipements fonctionnant à l'énergie
8537.20.00.00	Solaire
8541.41.00.00	Diodes émettrices de lumière (LED) fonctionnant à l'énergie solaire
8541.42.00.00	Cellules photovoltaïques non assemblées en modules ni constituées en panneaux
8541.43.00.00	Cellules photovoltaïques assemblées en modules ou constituées en panneaux
8541.49.00.00	Autres Dispositifs photosensibles à semi-conducteur
8541.90.00.00	Parties des dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les parties de cellules photovoltaïques même assemblées en modules ou constituées en panneaux
85.41.90.00.00	Équipements des capteurs du rayonnement solaire (concentrateurs, paraboles et cylindraux paraboliques, réflecteurs, fluides colporteurs, sel pour le solaire thermique)
9032.89.00.00	Régulateurs de charge ou de recharge à courant continu, Parties et accessoires
9032.90.00.00	
9405.41.00.00	Lampadaires solaires ; luminaires et appareils d'éclairage électriques photovoltaïques, conçus pour être utilisés uniquement avec des sources lumineuses à diodes émettrices de lumière (LED)

Article 21 nouveau = article 18 ancien :

Pour compter du 1er janvier 2026, l'article 310 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 310 :

La base imposable est constituée :

- 1° pour les livraisons de biens, par le prix de vente réclamé au client ou par toutes les sommes, valeurs, biens ou services reçus ou à recevoir en contrepartie ;

Le reste sans changement.

Article 22 nouveau = article 19 ancien :

Pour compter du 1er janvier 2026, le 2) de l'article 329 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 329 :

2) La demande de remboursement doit intervenir dans un délai maximum de six (06) mois à compter de la date à laquelle l'impôt est devenu remboursable. Cette date correspond au premier jour qui suit la date de l'expiration des délais de dépôt de la déclaration comportant le crédit de TVA ou de la date de la réalisation des investissements, objet de la demande de remboursement.

Tout crédit dont le remboursement n'aura pas été demandé dans le délai de six (06) mois sera annulé de plein droit et ne pourra donner lieu ni à imputation ni à remboursement.

Article 23 nouveau = article 20 ancien :

Pour compter du 1er janvier 2026, le 4) de l'article 334 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 334 :

4) Les entreprises exportatrices de biens taxables en régime intérieur éligibles au remboursement de crédit TVA telles que définies à l'article 328 du présent code et les entreprises relevant de la Direction des grandes entreprises sont tenues d'opérer une retenue de **30**% sur le montant de la TVA due à l'occasion de leurs achats de biens et services, et de la reverser au service des impôts de rattachement dans le délai prévu au 1) du présent article. Les organismes payeurs sont également tenus d'opérer la même retenue sur le montant de la TVA due à l'occasion de tout paiement au profit des titulaires de commandes publiques résidents.

Les versements sont effectués au vu d'une déclaration réglementaire comportant pour chaque fournisseur faisant l'objet d'une retenue les indications suivantes :

- nom et prénom (s) ou raison sociale et forme juridique du fournisseur ;
- profession ou activité ;
- numéro d'identification financier unique (IFU) ;
- adresses géographique et postale ;
- date et montant de la facture ;
- date et montant des paiements ;
- retenue opérée.

Les attestations individuelles de retenue à la source annotées des références de la quittance de paiement, par le receveur des impôts compétent, sont remises par la partie versante aux fournisseurs pour leur permettre de faire valoir ultérieurement les retenues qu'ils ont subies sur leurs déclarations de TVA.

Article 24 nouveau = article 21 ancien :

Pour compter du 1er janvier 2026, le chapitre 9 du titre 2 du livre 2 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est complété par une section 5 et rédigé ainsi qu'il suit :

Section 5 - Taxe spécifique sur l'importation des armes et munitions

Article 382-1 :

1) L'importation des armes et munitions est soumise à une taxe perçue au profit du budget de l'État.

2) Sont exemptées de la taxe, les armes et munitions destinées aux forces de défense et de sécurité.

3) Le fait générateur de la taxe est constitué par l'importation pour la mise à la consommation.

4) La base imposable est constituée par la valeur en douane majorée des droits et taxes perçus par les services de la douane, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.

5) Le taux de la taxe est fixé à 40 %.

6) La liquidation et le recouvrement de la taxe sont effectués comme en matière douanière.

Article 25 nouveau :

Pour compter du 1er janvier 2026, l'article 428 de la loi n°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est complété par un 3) et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 428 :

3) Les commandes publiques des entités publiques en charge de l'approvisionnement du pays en hydrocarbures portant acquisition de produits pétroliers et dérivés sont enregistrées gratis.

Article 26 nouveau = article 22 ancien :

Pour compter du 1er janvier 2026, l'article 520 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 520 :

Sont dispensées du droit de timbre :

- les quittances de toute nature données ou reçues par les comptables publics ;
- les quittances des indemnités pour incendies, inondations, épizooties et autres cas fortuits ;
- les quittances de salaires et avances sur salaires que peuvent donner les employés à leurs employeurs ;
- les quittances de sommes réglées par voie de chèque tiré sur un établissement bancaire, ou par voie de chèque postal, ou par virement en banque ou par virement postal ;
- les quittances en matière de livret d'épargne ;
- les quittances constatant un dépôt ou un paiement effectué par voie de monnaie électronique.

Article 27 nouveau = article 23 ancien :

Pour compter du 1er janvier 2026, l'article 529 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 529 :

Sont placés sous le régime du bénéfice réel simplifié d'imposition, les contribuables personnes physiques ou morales dont le chiffre d'affaires annuel hors taxes est égal ou supérieur à quinze millions (15 000 000) de francs CFA et inférieur à cinquante millions (50 000 000) de francs CFA.

Relèvent également de ce régime, les contribuables personnes physiques ou morales exclues de la contribution des micro-entreprises, lorsqu'elles ne remplissent pas les conditions pour être admis au régime du bénéfice réel normal d'imposition.

Les seuils fixés à l'alinéa 1 du présent article sont ajustés au prorata du temps d'exploitation pour les exploitants qui commencent leurs activités en cours d'année.

Le dépassement de ce seuil en cours d'année entraîne la caducité systématique du régime du bénéfice réel simplifié d'imposition. Le contribuable est alors tenu de porter à la connaissance de l'administration ce dépassement dans un délai de trente (30) jours.

Les contribuables dont le chiffre d'affaires hors taxes baisse en dessous du seuil limite prévu ci-dessus, ne sont soumis à la contribution des micro-entreprises que lorsque leur chiffre d'affaires hors taxes est resté inférieur à cette limite pendant trois (03) années consécutives.

Article 28 nouveau = article 24 ancien :

Pour compter du 1er janvier 2026, l'article 548 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 548 :

La contribution du secteur élevage est un régime synthétique représentatif des droits et taxes exigibles sur les ventes de bétail, de volaille et de peaux brutes, des produits de la pêche et de l'aquaculture.
Les produits de cette contribution sont affectés à raison de 30 % au budget de l'État et de **7**0 % au Conseil burkinabè de filières agropastorales et halieutiques.

Article 29 nouveau = article 25 ancien :

Pour compter du 1er janvier 2026, la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est complétée par un nouvel article 553-2 rédigé ainsi qu'il suit :

Article 553-2 :

1) Les entités à but non lucratif, sont tenues de produire auprès de leur service des impôts de rattachement, au plus tard le 31 mai de chaque année, une déclaration indiquant le montant de leurs recettes, le détail de leurs dépenses de fonctionnement et le cas échéant le montant de l'excédent de l'exercice précédent.

2) À l'appui de leur déclaration annuelle réglementaire de résultats, ces entités doivent joindre les documents suivants :

a) la liasse des états financiers annuels du système comptable OHADA des entités à but non lucratif (SYSCEBNL). La liasse visée au préalable par toute personne physique ou morale habilitée est établie en trois (03) exemplaires destinés

respectivement à l'administration fiscale, à la centrale des bilans et à la structure nationale en charge de la statistique. Les conditions et les modalités de mise en œuvre du visa sont définies par arrêté du ministre chargé des finances ;

b) l'état annuel des salaires ;

c) l'état annuel des commissions, courtages, ristournes, honoraires, droits d'auteur et autres rémunérations versées à des tiers ;

d) la liste des principaux fournisseurs avec indication de leur identité et adresses ;

e) la liste des principaux donateurs et /ou bailleurs de fonds avec indication de leur identité et adresses, la nature et la valeur des dons ;

f) le relevé détaillé des loyers d'immeubles passés en charges avec l'indication de l'identité et de l'adresse des bailleurs.

Article 30 nouveau = article 26 ancien :

Pour compter du 1er janvier 2026, le 2) de l'article 589 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 589 :

2) Le contribuable n'est pas tenu d'envoyer ou d'apporter ses livres comptables et pièces justificatives au bureau du vérificateur.

De son côté, le vérificateur ne peut les emporter qu'avec l'accord écrit du contribuable en lui remettant une décharge contenant la liste détaillée des pièces dont l'administration devient temporairement dépositaire.

L'Administration peut, sans que le contribuable puisse s'y opposer, prendre copie desdites pièces, quel qu'en soit le support.

Article 31 nouveau = article 27 ancien :

Pour compter du 1er janvier 2026, la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est complétée par un nouvel article 599-1 rédigé ainsi qu'il suit :

Article 599-1 :

1) Toute communication officielle entre l'administration fiscale et le contribuable ou toute autre personne, se fait par l'un des moyens suivants :

a) une lettre recommandée ;

b) un acte ou une communication écrit remis ou envoyé contre accusé de réception ou décharge administrative au contribuable, ou à toute autre personne, ou dans les locaux de l'administration ;

c) un écrit électronique conforme aux dispositions de la loi portant règlementation des services et transactions électroniques au Burkina Faso et répondant aux exigences équivalentes à celles de l'écrit sur support papier.

Un arrêté du ministre chargé des finances fixe les conditions et modalités d'échange d'informations sous forme d'écrits électroniques entre l'administration fiscale et les usagers.

2) Tout changement d'adresse du contribuable, y compris l'adresse électronique, doit être communiqué à l'administration fiscale. Si aucun changement d'adresse n'a été communiqué à l'administration fiscale, toute communication est envoyée à la dernière adresse connue. Si un contribuable ou toute autre personne n'a pas d'adresse connue, l'administration fiscale publie, sous réserve du respect du secret professionnel, toutes les communications concernant ledit contribuable ou ladite personne par voie de presse.

Article 32 nouveau = article 28 ancien :

Pour compter du 1er janvier 2026, le 1) de l'article 614 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 614 :

1) Pour la recherche des manquements aux règles de facturation, de tenue de comptabilité et de déclarations auxquelles sont soumis les contribuables, les agents de l'administration fiscale ayant au moins la qualité de contrôleur peuvent se faire présenter aux heures d'activité professionnelle, la comptabilité matière, les livres, les registres, les documents professionnels et tous documents et pièces comptables, dont la tenue est prescrite par les textes en vigueur. Les agents susvisés peuvent se faire assister par toute personne dont les compétences sont jugées utiles par l'administration fiscale.

Ils peuvent procéder à la constatation matérielle des éléments physiques de l'exploitation et s'assurer de la destination finale des biens et services ayant bénéficié d'une exonération de droits et taxes indirects.

À cette fin, ils peuvent :

- avoir accès aux locaux à usage professionnel, aux terrains et entrepôts, aux moyens de transport à usage professionnel et à leur chargement, aux locaux et aires des gares, des ports et des aéroports ;
- procéder au contrôle du respect des prescriptions en matière de facturation aux sorties des magasins et commerces auprès des clients.

L'accès aux locaux servant exclusivement à l'habitation est régi par les dispositions prévues au point 2 de l'article 577.

Article 33 nouveau = article 29 ancien :

Pour compter du 1er janvier 2026, le 1) de l'article 757 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 757 :

1) Une amende fiscale de deux cent mille (200 000) francs CFA est applicable au contribuable qui n'a pas souscrit aux obligations imposées par les articles 18 et 19, aux paragraphes 2, 3 et 4 de l'article 21, au paragraphe 2 de l'article 40, à l'article 95, à l'article 97 et aux paragraphes 1, 2, et 3 de l'article 98.

Article 34 nouveau = article 30 ancien :

Pour compter du 1er janvier 2026, l'article 772 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 772 :

En matière de taxe foncière des sociétés, le non-respect des obligations déclaratives prévues à l'article 257 entraîne à l'encontre des personnes concernées :

- une pénalité de 25 % des droits dus avec un minimum de cent mille (100 000) francs CFA en cas d'inexactitude ou d'omission dans la déclaration des éléments servant de base à la détermination de la taxe foncière des sociétés ;
- une pénalité de 10 % des droits dus en cas de paiement tardif, augmentée d'un intérêt liquidé au taux de 1 % par mois ou fraction de mois de retard ;
- une pénalité de 25 % des droits dus avec un minimum de cinq cent mille (500 000) francs CFA en cas de taxation d'office.

Article 35 nouveau = article 31 ancien :

Pour compter du 1er janvier 2026, l'article 794 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 794 :

Toute infraction à l'obligation de posséder un siège social au Burkina Faso dans le délai prévu à l'article 555 est sanctionnée par une amende d'un million (1 000 000) de francs CFA par mois de retard.

Pour le défaut de tenue de comptabilité au Burkina Faso, une amende annuelle d'un million (1 000 000) de francs CFA est due. En cas de récidive, cette amende est portée à deux millions (2 000 000) de francs CFA.

Le défaut de production de la déclaration annuelle de résultats dans les délais prescrits à l'article 553-2 est sanctionné par une amende de deux cent mille (200 000) francs CFA.

Le défaut de tenue du registre des titres nominatifs est sanctionné par une amende de cinq cent mille (500 000) francs CFA.

Article 36 nouveau = article 32 ancien :

Pour compter du 1er janvier 2026, l'article 800 de la loi **n**°058-2017/AN du 20 décembre 2017 portant code général des impôts du Burkina Faso est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 800 :

Le refus de communication par correspondance d'une demande de renseignements de l'administration dans les trente (30) jours de sa réception est immédiatement suivi d'une mise en demeure adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, par écrit électronique, ou par cahier de transmission au contribuable concerné.

Si, à l'expiration d'un délai de dix (10) jours après réception de cette mise en demeure, la communication demandée n'a pas obtenu de réponse, une amende fiscale d'un million (1 000 000) francs CFA majorée de cent mille (100 000) francs CFA par jour ou fraction de jour de retard, est appliquée.

Le reste sans changement.

Article 37 nouveau = article 33 ancien :

Pour compter du 1er janvier 2026, le 7) de l'article 5 de la loi n°009-2023/ALT du 24 juin 2023 portant institution d'une contribution spéciale sur la consommation de certains produits, services et le bénéfice des entreprises est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 5 :

7) Pour les entreprises, la contribution est assise sur le montant du bénéfice réalisé après impôt.

Les entreprises exonérées de l'impôt sur les bénéfices sont imposées à la contribution spéciale sur le bénéfice net après déduction de l'impôt sur les bénéfices qui aurait dû être payé si elles n'étaient pas exonérées.

Cette contribution n'est pas admise en déduction au titre des charges pour la détermination de l'impôt sur les bénéfices.

Article 38 nouveau = article 34 ancien :

Pour compter du 1er janvier 2026, le 1) de l'article 7 de la loi n°009-2023/ALT du 24 juin 2023 portant institution d'une contribution spéciale sur la consommation de certains produits, services et le bénéfice des entreprises est modifié et rédigé ainsi qu'il suit :

Article 7 :

1) Tout redevable de la contribution dépose auprès de son service des impôts de rattachement au plus tard le **20** du mois pour les recettes de la première quinzaine et le **5** du mois suivant pour celles de la deuxième quinzaine, une déclaration sur un formulaire conforme au modèle de l'administration fiscale.

La déclaration est déposée dans les mêmes délais lorsque l'assujetti n'a effectué au cours d'une quinzaine déterminée aucune opération imposable.

Les redevables acquittent la contribution auprès du service des impôts au vu de la déclaration prévue au présent article dans les mêmes délais.

Article 39 nouveau = article 35 ancien :

Il est autorisé pour la période allant du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2026, l'exonération des commandes publiques relatives à l'acquisition de semences et d'intrants agricoles, de matériels et services agricoles et vivres auprès des sociétés coopératives, leurs unions et leurs fédérations prévues par la loi **n**°014-1999/AN du 15 avril 1999 portant règlementation des sociétés coopératives et groupements au Burkina Faso, des impôts, droits et taxes suivantes :

- taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
- droits d'enregistrement et de timbre ;
- retenue à la source sur commande publique.

Pour le bénéfice de ces exonérations, chaque coopérative doit joindre à la commande publique, un état détaillé faisant ressortir pour chaque membre, l'identité et l'adresse complète, la quote-part du capital social fournie, le numéro de l'Identifiant Financier Unique (IFU) et la part du montant de la commande.

Toutefois, ces commandes publiques restent soumises à la formalité de l'enregistrement et enregistrées gratis.

Article 40 nouveau = article 36 ancien :

Au titre de l'exercice budgétaire 2026, il est autorisé l'exonération de l'importation et de la vente en régime intérieur des systèmes électroniques certifiés de facturation physiques, de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et des droits de douanes.

Article 41 nouveau :

Au titre de l'exercice budgétaire 2026, les acquisitions de biens ou de services nécessaires à la réalisation de projets d'investissement reconnus comme stratégiques par décret pris en Conseil des ministres peuvent bénéficier d'une exonération de la Taxe sur la valeur ajoutée et des droits de douane.

L'exonération est accordée par arrêté du Ministre chargé des finances.
Les modalités d'application de la présente disposition sont précisées par décret en Conseil des ministres.

Article 42 nouveau :
Il est institué au profit du budget de l'État une contribution spéciale dénommée « Contribution pour la recherche et l'innovation ».
Le produit de la Contribution est affecté au compte d'affectation spéciale intitulé « Recherche et Innovation ».

CHAMP D'APPLICATION

Produits imposables

La Contribution est due sur les importations des marchandises ci-après :

- **les meubles et articles de literie ;**
- **les matières textiles et les ouvrages en ces matières ;**
- **les produits chimiques, à l'exception des positions 38.08, 38.09, 38.21, 38.22 et des hydrocarbures des positions 29.01, 29.02, 29.03 ;**
- **les savons, produits et préparations organiques tensio-actifs ;**
- **les perruques et les mèches ;**
- **les produits céramiques ;**
- **les matières plastiques et les ouvrages en ces matières ;**
- **les parties et accessoires pour véhicules automobiles, engins et machines ;**
- **les véhicules automobiles de quatre (4) roues ou plus.**

Sont exonérés de la Contribution, les importations :

- **de biens d'équipement et intrants destinés directement à la production locale de biens similaires à ceux listés au paragraphe 1 ci-dessus ;**
- **de marchandises objet de don destinées aux établissements publics de recherche et d'enseignement, sous réserve de la présentation d'une convention avec les ministères sectoriels concernés, justifiant la destination finale desdits dons ;**
- **de médicaments et dispositifs médicaux essentiels, tels que définis par le ministère en charge de la Santé ;**
- **de biens destinés à l'usage officiel des missions diplomatiques, des organisations internationales et des organismes assimilés, sous réserve de la présentation d'une note verbale attestant de la destination officielle des biens ;**
- **de véhicules automobiles de toute nature, spécialement aménagés et exclusivement destinés au transport des personnes en situation de handicap ;**
- **de véhicules destinés aux services publics de secours, de sécurité et de défense nationale, sur présentation des pièces justificatives de la destination ;**

- **des véhicules et engins spécialement conçus pour les travaux agricoles, d'élevage ou d'aquaculture.**

Les modalités d'application des exonérations prévues au présent article sont, en tant que de besoin, précisées par arrêté du ministre chargé des finances.

BASE IMPOSABLE

La Contribution est assise :

- **pour les matières textiles et les ouvrages en ces matières, les savons, produits et préparations organiques tensio-actifs et les produits céramiques, sur la masse nette, exprimée en kilogrammes ;**
- **pour les véhicules automobiles de 4 roues ou plus, sur l'unité ;**
- **pour les meubles et articles de literie, les produits chimiques, les parties et accessoires pour véhicules automobiles, engins et machines, les matières plastiques et ouvrages en ces matières, les mèches et les perruques, sur la valeur en douane majorée des droits et taxes perçus par les services de la douane, à l'exception de la taxe sur la valeur ajoutée.**

TARIF

Le tarif de la Contribution est fixé comme suit :

N°	Nature de la marchandise	Tarif
1	Les matières textiles et les ouvrages en ces matières	50 FCFA / KG
2	Les savons, produits et préparations organiques tensio-actifs	10 FCFA / KG
3	Les produits céramiques	5 FCFA / KG
4	Les véhicules automobiles de 4 roues ou plus	15 000 FCA/ Unité
5	Les meubles et articles de literie	5% Valeur CAF
6	Les mèches et perruques	5% Valeur CAF
7	Les produits chimiques	1% Valeur CAF
8	Parties et accessoires pour véhicules automobiles, engins et machines	1% Valeur CAF
9	Les matières plastiques et ouvrages en ces matières	1% Valeur CAF

FAIT GENERATEUR ET EXIGIBILITE

Le fait générateur et l'exigibilité de la Contribution sont constitués par la mise à la consommation sur le territoire national des marchandises au sens de la législation douanière.

CONTROLE, RECOUVREMENT, CONTENTIEUX ET SANCTIONS

Les modalités de déclaration, de contrôle et de recouvrement, le contentieux et les sanctions sont celles prévues par le code des douanes.

CHAPITRE 2 : DE LA DESCRIPTION DES RESSOURCES

Article 43 nouveau = article 37 ancien :

Les ressources de l'Etat sont constituées des recettes budgétaires et des ressources de trésorerie.

Article 44 nouveau = article 38 ancien :

Les recettes budgétaires de l'Etat, exercice 2026, sont évaluées à trois mille quatre cent trente un milliards cinq cent vingt-six millions cinq cent quatre-vingt-quinze mille (3 431 526 595 000) francs CFA et réparties ainsi qu'il suit :

(En milliers de francs CFA)

NATURE DES RESSOURCES	Prévisions 2026	Prévisions 2027	Prévisions 2028
RECETTES FISCALES	**2 878 363 466**	**3 165 291 472**	**3 509 500 372**
Impôts sur les revenus, bénéfices et gains en capital	**925 466 870**	**1 025 823 129**	**1 132 026 406**
Impôts sur les salaires versés et autres rémunérations	**23 299 239**	**24 123 423**	**24 100 504**
Impôt sur le patrimoine	**4 134 333**	**5 020 431**	**5 960 736**
Autres impôts directs	**-**	**-**	**-**
Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	**1 390 454 848**	**1 512 398 926**	**1 679 067 664**

Droits de timbre et d'enregistrement	**103 200 268**	**118 204 866**	**135 603 605**
Droits et taxes a l'importation	**386 693 700**	**429 582 170**	**477 227 430**
Droits et taxes a l'exportation	**458 077**	**508 882**	**565 323**
Autres recettes fiscales	**44 656 131**	**49 629 645**	**54 948 704**
RECETTES NON FISCALES	**329 202 407**	**345 763 359**	**363 364 521**
Revenu de l'entreprise et du domaine	**116 500 000**	**116 500 000**	**116 500 000**
Droits et frais administratifs	**21 868 401**	**22 512 531**	**23 815 873**
Amendes et condamnations pécuniaires	**3 964 672**	**4 488 370**	**5 436 623**
Cotisations de sécurité sociales	-	-	-
Autres recettes non fiscales	**186 869 334**	**202 262 458**	**217 612 025**
RECETTES EXCEPTIONNELLES	**7 218 214**	**6 525 621**	**5 899 482**
Remises et annulations de dette	-	-	-
Restitutions au Trésor de sommes indûment payées	-	-	-
Cession d'immobilisation	-	-	-
Autres recettes exceptionnelles	**7 218 214**	**6 525 621**	**5 899 482**
PRODUITS FINANCIERS	**1 745 207**	**1 982 173**	**2 264 235**
Intérêts des prêts	**1 247 379**	**1 484 345**	**1 766 407**
Intérêts sur les dépôts à termes	**113 409**	**113 409**	**113 409**
Revenus des titres et placements	**35 022**	**35 022**	**35 022**
Gains de change	**349 397**	**349 397**	**349 397**
Autres droits et valeurs incorporels	-	-	-
SOUS/TOTAL RESSOURCES PROPRES ORDINAIRES	**3 216 529 294**	**3 519 562 625**	**3 881 028 610**
DONS	**214 997 301**	**212 966 930**	**209 486 366**
DONS PROGRAMMES	-	-	-
Dons des institutions internationales	-	-	-
Dons des gouvernements étrangers			

Dons des organismes privés extérieurs			
Dons intérieurs			
Fonds de concours			
Autres dons et legs			
DONS PROJETS ET LEGS	**214 997 301**	**212 966 930**	**209 486 366**
Dons projets des institutions internationales	**172 795 463**	**196 419 255**	**202 239 915**
Dons projets des gouvernements affiliés au Club de Paris	**31 011 562**	**10 094 944**	**3 109 638**
Dons projets des gouvernements non affiliés au Club de Paris	**837 790**	**-**	**-**
Dons projets des organismes privés extérieurs	**10 352 486**	**6 452 731**	**4 136 813**
Fonds de concours	**-**	**-**	**-**
Autres dons et legs	**-**	**-**	**-**
SOUS/TOTAL RESSOURCES EXTRAORDINAIRES	**214 997 301**	**212 966 930**	**209 486 366**
TOTAL GENERAL	**3 431 526 595**	**3 732 529 555**	**4 090 514 976**

Article 45 nouveau = article 39 ancien :

Les ressources de trésorerie de l'Etat, exercice 2026 sont évaluées à deux mille quatre cent quatre-vingt-cinq milliards huit cent cinquante-deux millions cent quatre mille (2 485 852 104 000) francs CFA et réparties ainsi qu'il suit :

(En milliers de francs CFA)

RESSOURCES DE TRESORERIE	PREVISIONS 2026
Produits des emprunts à court, moyen et long terme	393 439 104
Emprunts projets	265 339 104
Emprunts programmes	128 100 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	2 090 913 000
Remboursements de prêts et avances	1 500 000
TOTAL RESSOURCES DE TRESORERIE	2 485 852 104

TITRE II : DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

CHAPITRE 1 : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 46 nouveau = article 40 ancien :

Sous réserve des dispositions de la présente loi, les charges de l'Etat continuent d'être exécutées conformément aux textes en vigueur.

Article 47 nouveau = article 41 ancien :

L'exécution du budget de l'Etat, volet dépenses, son contrôle et sa comptabilisation se limitent au niveau du paragraphe budgétaire.

Article 48 nouveau = article 42 ancien :

Dans la limite des crédits ouverts, l'initiative des dépenses appartient notamment au Chef de l'Etat en ce qui concerne la Présidence du Faso et les services qui y sont rattachés, aux Présidents d'institutions constitutionnelles en ce qui concerne leurs institutions, au Premier ministre et aux ministres en ce qui concerne leurs départements respectifs, au ministre chargé des finances en ce qui concerne les dépenses communes interministérielles.

Pour le cas des institutions non constitutionnelles, les premiers responsables desdites institutions sont ordonnateurs principaux des crédits.

Les ordonnateurs peuvent déléguer tout ou partie de leur pouvoir à des agents publics.

Toutefois, l'ordonnancement des dépenses dans les ministères et institutions est confié au responsable du service de l'ordonnancement.

Article 49 nouveau = article 43 ancien :

Sont annulés au budget de l'Etat, exercice 2026, les crédits des différents programmes des ministères et institutions mis entre parenthèses et afférents aux paragraphes suivants :

- 661 « Traitement et salaires en espèces »
- 663 « Primes et indemnités » ;
- 664 « Cotisations sociales » ;
- 666 « Prestations sociales ».

Ces crédits annulés sont ouverts à hauteur du cumul des montants par nature de dépenses au niveau des différents programmes des ministères et institutions dans le chapitre de référence intitulé « solde mensuelle » et sur le paragraphe correspondant à chaque nature de dépense comme suit :

- 661 « Traitements et salaires en espèces » ;
- 663 « Primes et indemnités » ;
- 664 « Cotisations sociales » ;
- 666 « Prestations sociales ».

Article 50 nouveau = article 44 ancien :

Les ordonnateurs et leurs délégués sont pécuniairement, personnellement et civilement responsables des dépenses exécutées sans engagement préalable.

Il est interdit, sous peine de forfaiture, aux ordonnateurs et à tout fonctionnaire de prendre, en violation de la disposition prévue à l'alinéa précédent, des mesures ayant pour objet d'engager ou d'exécuter des dépenses en dépassement des crédits ouverts. Les dépenses engagées ou exécutées dans de telles conditions sont mises à la charge du responsable.

Les crédits ouverts au budget de l'Etat, à l'exception de ceux de la charge financière de la dette, constituent des autorisations maximales et non des obligations de dépenses.

Article 51 nouveau = article 45 ancien :

Les fonds débloqués au profit des départements ministériels, institutions, comptes spéciaux du Trésor et budgets annexes doivent être justifiés auprès des Directions de la solde et de l'ordonnancement (DSO) compétentes, dans les formes réglementaires et selon les délais fixés par les décisions de déblocage.

Ces justificatifs doivent ensuite être déposés auprès du Ministère de l'Économie et des finances (MEF) aux fins de vérification. Le rapport de vérification délivré par le MEF est requis pour l'approbation de l'utilisation des fonds reçus et constitue une pièce indispensable pour les déblocages ultérieurs.

Article 52 nouveau = article 46 ancien :

Sauf exception prévue par la règlementation, tout acte réglementaire, contrat, marché, convention, instruction ou décision émanant des institutions et des départements ministériels et de nature à avoir des répercussions sur les finances de l'Etat doit, sous peine de nullité de ses effets sur le plan budgétaire, être revêtu du visa du contrôleur financier ou en ce qui concerne le ministère en charge de la défense, du visa du contrôleur des forces armées.

Les obligations de l'Etat à l'égard des fournisseurs de l'administration ne peuvent être contractées que par des autorités habilitées par les lois, ordonnances et règlements ou par les agents de l'Etat ayant reçu délégation de ces autorités, au moyen de la remise d'un ordre de commande réglementaire préalablement visé du contrôleur financier.

Toute prestation effectuée en dehors de ces formes réglementaires est considérée comme un acte d'ordre privé entre la personne qui a effectué la commande et le fournisseur. Dans ce cas, aucun recours auprès de l'administration n'est recevable.

Article 53 nouveau = article 47 ancien :

Le règlement des fournitures d'eau, d'électricité et de téléphone s'effectue suivant les consommations réelles de l'administration sur la base des seuls abonnements officiels de l'Etat.

Seules les factures afférentes aux listes des abonnements officiels de l'Etat font l'objet de règlement sur le budget de l'Etat.

Les prestataires de services sont tenus de résilier tout contrat ne figurant pas sur les listes des abonnements officiels de l'Etat, sous peine d'en supporter à leurs dépens les factures.

Article 54 nouveau = article 48 ancien :

Les conditions et les modalités de branchement, d'abonnement, d'utilisation et de prise en charge des factures d'eau, d'électricité, de téléphone et services connexes et de boîtes postales dans les services publics et par les personnalités de l'Etat sont déterminées par décret.

Le ministre chargé des finances établit, à l'adresse des opérateurs de téléphonie, la liste des abonnés officiels de l'Etat en spécifiant conformément à ce décret, les communications accessibles à chacun.

Les opérateurs de téléphonie veillent à l'application de ces mesures, sous peine de prendre à leur charge les communications qui ne respectent pas les restrictions énoncées.

Article 55 nouveau = article 49 ancien :

Sous réserve de dispositions particulières relatives à la fourniture d'eau, d'électricité, de téléphone à certaines personnalités de l'Etat, la fourniture d'eau, d'électricité et de téléphone à titre gratuit sur le budget de l'Etat est interdite à tout agent sous peine de poursuites pour détournement.

Les agents occupant un bâtiment administratif à usage de logement souscrivent des abonnements en leur nom.

Article 56 nouveau = article 50 ancien :

L'exécution du budget des Etablissements publics de l'Etat (EPE) et de leurs opérations financières ainsi que l'exécution des budgets des services spécifiques recevant des subventions du budget de l'Etat sont soumises au visa préalable du contrôleur financier de l'Etat, sauf si l'établissement bénéficie d'une dérogation expresse conformément aux dispositions légales en vigueur.

Article 57 nouveau = article 51 ancien :

Tout agent public de l'Etat exerçant dans un Etablissement public de l'Etat (EPE), à quelque titre que ce soit, émarge au titre du budget de l'établissement qui l'emploie.

En tout état de cause, toute affectation dans ces établissements entraîne cessation de paiement au titre des dépenses de personnel du budget de l'Etat.

Article 58 nouveau = article 52 ancien :

Le plafond des avances que peut consentir le Trésor public pour l'année 2026 est fixé comme suit :

- avances aux collectivités territoriales : un milliard sept cent cinquante millions (1 750 000 000) de francs CFA ;
- avances aux agents publics pour règlement des droits et taxes de douane sur véhicules importés : trois cent cinquante millions (350 000 000) de francs CFA.

Article 59 nouveau = article 54 ancien :

Le plafond des prêts consentis par le Trésor public est fixé à cinquante milliards (50 000 000 000) de francs CFA.

La décision accordant chaque prêt précise le taux d'intérêt et les modalités de remboursement.

Article 60 nouveau = article 55 ancien :

La garantie de l'Etat peut être accordée par décision du ministre chargé des finances, après avis du Comité national de la dette publique (CNDP), pour les prêts que peuvent consentir les organismes nationaux et internationaux aux entreprises d'Etat, aux collectivités territoriales, aux établissements publics, aux sociétés d'économie mixte, aux personnes morales inter-étatiques de droit public dont l'Etat est membre ou actionnaire et aux personnes morales privées reconnues d'utilité publique ou investies d'une mission de service public, conformément aux textes en vigueur.

Le montant cumulé des garanties ne peut excéder trois pour cent du produit intérieur brut (PIB) nominal de l'année N-1.

Article 61 nouveau = article 56 ancien :

Il est autorisé l'exécution des charges de trésorerie.

CHAPITRE 2 : DE LA DESCRIPTION DES CHARGES ET DES DISPOSITIONS NOUVELLES

Article 62 nouveau = article 57 ancien :

Les charges de l'Etat sont constituées des dépenses budgétaires et des charges de trésorerie.

Article 63 nouveau = article 58 ancien :

Le total des dépenses budgétaires de l'Etat au titre de l'exercice 2026 est fixé à trois mille neuf cent dix-huit milliards deux cent quatre-vingt-neuf millions huit mille (3 918 289 008 000) francs CFA.

Article 64 nouveau = article 59 ancien :

Dans la limite du plafond fixé à l'article **63** ci-dessus, sont ouverts pour l'exercice 2026, les crédits suivants :

(En milliers de francs CFA)

NATURES DE DEPENSES	PREVISIONS 2026
DEPENSES COURANTES	**2 546 852 603**
Charges financières de la dette	**389 618 315**
Dépenses de personnel	**1 342 000 000**
Dépenses d'acquisition de biens et services	**251 774 648**
Dépenses de transferts courants	**561 959 640**
Dépenses en atténuation des recettes	**1 500 000**
DEPENSES EN CAPITAL	**1 371 436 405**
Investissements exécutés par l'Etat	**1 356 436 405**
Etat	**876 100 000**
Subventions	**214 997 301**
Prêts	**265 339 104**
Transferts en capital	**15 000 000**
Total Dépenses budgétaires	**3 918 289 008**

Article 65 nouveau = article 60 ancien :

Les charges de trésorerie autorisées au titre du budget de l'Etat, exercice 2026, sont évaluées à trois mille six cent quatre-vingt-onze milliards cinq cent trois millions (3 691 503 000 000) de francs CFA et réparties ainsi qu'il suit :

(En milliers de francs CFA)

CHARGES DE TRESORERIE	PREVISIONS 2026
Amortissement de la dette (remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme)	1 586 590 000
Retraits sur les comptes des correspondants	2 090 913 000
Prêts et avances	14 000 000
TOTAL CHARGES DE TRESORERIE	3 691 503 000

Article 66 nouveau :

Il est créé pour compter du 1er janvier 2026, un compte d'affectation spéciale au Ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation intitulé « Recherche et innovation ».

Le budget du compte d'affectation spéciale est financé par les recettes issues de la contribution spéciale dénommée « Contribution pour la Recherche et l'Innovation ».

Article 67 nouveau = article 61 ancien :

Sont autorisés au titre de l'exercice 2026, les plafonds en recettes et en dépenses afférents aux comptes d'affectation spéciale ouverts dans les écritures du Trésor public comme suit :

(En milliers de francs CFA)

INTITULE DU COMPTE D'AFFECTATION SPECIALE	**PREVISIONS 2026**
CAS n° 126 « Fonds de soutien au développement de l'enseignement de base »	**2 000 000**
CAS n° 127 « Cantines scolaires du secondaire »	**152 000**
CAS n° 128 « Fonds d'appui au développement du système de santé »	**41 000**

CAS n° 129 « Fonds de soutien à la modernisation de l'administration publique »	**1 904 136**
CAS n° 130 « Opération lotissement centres urbains et ruraux au Burkina Faso »	**470 000**
CAS n° 131 « Fonds de développement de la statistique »	**185 157**
CAS n° 132 « Cadastre fiscal »	**75 000**
CAS n° 142 « Remboursement Crédits TVA »	**125 000 000**
CAS n° 143 « Approvisionnement en Eau et Assainissement »	**38 341 460**
CAS n° 144 « Appui à la Formation Professionnelle »	**45 807**
CAS n° 154 « Fonds d'assurance en matière de publicité foncière »	**605 000**
CAS n° 155 « Fonds de Soutien Patriotique »	**200 000 000**
CAS n° 156 « Programme pour la Résilience, la Gouvernance Locale et les services de base (PREGOLS) »	**14 000 000**
CAS n°169 « Recherche et innovation »	**12 896 541**
TOTAL	**395 716 101**

Il est autorisé, à titre exceptionnel, la prise en charge de dépenses de personnel sur les comptes d'affectation spéciale ci-après :

- compte d'affectation spéciale n°129 « Soutien à la modernisation de l'Administration publique » ;
- compte d'affectation spéciale n°130 « Opération lotissement centres urbains et ruraux au Burkina Faso » ;

- compte d'affectation spéciale n°143 « Approvisionnement en eau et assainissement » ;
- compte d'affectation spéciale n°155 « Fonds de soutien patriotique » ;
- compte d'affectation spéciale n°156 « Programme pour la Résilience, la gouvernance locale et les services de base (PREGOLS) ».

TITRE III : DES AUTRES DISPOSITIONS

Article 68 nouveau = article 62 ancien :

Les ressources ordinaires du budget de l'Etat dégagent une épargne budgétaire de six cent soixante-neuf milliards six cent soixante-seize millions six cent quatre-vingt-onze mille (669 676 691 000) francs CFA après couverture des dépenses ordinaires suivantes :

(En milliers de francs CFA)

NATURE DES DEPENSES	PREVISIONS 2026
DEPENSES ORDINAIRES	**2 546 852 603**
Charges financières de la dette	**389 618 315**
Dépenses de personnel	**1 342 000 000**
Dépenses d'acquisition de biens et services	**251 774 648**
Dépenses de transferts courants	**561 959 640**
Dépenses en atténuation des recettes	**1 500 000**

Cette épargne permet de couvrir partiellement les dépenses en capital ci-après :

(En milliers de francs CFA)

DEPENSES EN CAPITAL	**1 371 436 405**
Investissements exécutés par l'Etat	**1 356 436 405**
Transferts en capital	**15 000 000**

Article 69 nouveau = article 63 ancien :

Les données générales de l'équilibre budgétaire et financier au titre du budget 2026 se présentent comme suit :

(En milliers de francs CFA)

RECETTES	Prévision 2026	DEPENSES	Prévision 2026
Ressources ordinaires	**3 216 529 294**	**Dépenses ordinaires**	**2 546 852 603**
Recettes fiscales	**2 878 363 466**	**Charges financières de la dette**	**389 618 315**
Recettes non fiscales	**329 202 407**	**Dépenses de personnel**	**1 342 000 000**
Recettes exceptionnelles	**7 218 214**	**Dépenses d'acquisition de biens et services**	**251 774 648**
Produits financiers	**1 745 207**	**Dépenses de transferts courants**	**561 959 640**
		Dépenses en atténuation des recettes	**1 500 000**
Ressources extraordinaires	**214 997 301**	**Dépenses en capital**	**1 371 436 405**
Dons projets	**214 997 301**	**Investissements exécutés par l'Etat**	**1 356 436 405**
Dons programmes	**-**	***Etat***	**876 100 000**

		Subvention	**214 997 301**
		Prêts	**265 339 104**
		Transferts en capital	**15 000 000**
TOTAL RECETTES	**3 431 526 595**	**TOTAL DEPENSES**	**3 918 289 008**
SOLDE BUDGETAIRE GLOBAL (TOTAL RECETTES -TOTAL DEPENSES)			**-486 762 413**
SOLDE BUDGETAIRE DE BASE (ressources propres-dépenses courantes-investissements exécutés par l'Etat seul-transferts en capital)			**-221 423 309**

Le solde budgétaire global est négatif et s'établit à quatre cent quatre-vingt-six milliards sept cent soixante-deux millions quatre cent treize mille (486 762 413 000) francs CFA. Il détermine la capacité de l'Etat à couvrir ses charges totales sans recourir aux emprunts.

Il en est de même du solde budgétaire de base qui est négatif et s'établit à deux cent vingt un milliards quatre cent vingt-trois millions trois cent neuf mille (221 423 309 000) francs CFA.

Article 70 nouveau = article 64 ancien :

Le ministre chargé des finances est autorisé à rechercher les voies et moyens susceptibles d'assurer l'équilibre financier du budget de l'Etat. A cet effet, il est habilité à négocier avec toute source de financement intérieure ou extérieure.

Article 71 nouveau = article 65 ancien :

Sont approuvées au titre de l'exercice 2026, les prévisions de ressources et de charges de trésorerie conformément au tableau ci-après :

(En milliers de francs CFA)

RESSOURCES DE TRESORERIE	MONTANT 2026	CHARGES DE TRESORERIE	MONTANT 2026
Produits provenant de la cession des actifs	0	Remboursement des produits des emprunts à court, moyen et long terme	1 586 590 000
Produits des emprunts à court, moyen et long terme	393 439 104	Retraits sur les comptes des correspondants	2 090 913 000
Dépôts sur les comptes des correspondants	2 090 913 000	Prêts et avances	14 000 000
Remboursements de prêts et avances	1 500 000		
TOTAL RESSOURCES DE TRESORERIE	2 485 852 104	TOTAL CHARGES DE TRESORERIE	3 691 503 000

DEUXIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES PAR MINISTERE ET INSTITUTION

TITRE 1 : DE LA REPARTITION DES RESSOURCES DU BUDGET DE L'ETAT

Article 72 nouveau = article 66 ancien :

Les montants des Autorisations d'engagement (AE) et des Crédits de paiement (CP) ouverts sur les programmes et les dotations concourant à l'atteinte des objectifs de politiques publiques au titre de l'exercice budgétaire 2026 sont fixés comme suit :

(En milliers de francs CFA)

SECTIONS	PROGRAMMES	PREVISIONS 2026		PREVISIONS 2027		PREVISIONS 2028	
		AE	CP	AE	CP	AE	CP
01_Présidence du Faso		300 000	25 568 259	300 000	26 067 147	700 000	27 162 869
	001-Pilotage de l'action présidentielle	250 000	22 145 158	250 000	22 642 542	600 000	23 268 677
	002-Lutte contre le VIH, le Sida et les IST	50 000	3 423 101	50 000	3 424 605	100 000	3 894 192
02-Secrétariat Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres		-	1 417 011	-	1 453 616	-	1 469 390
	004-Organisation du travail gouvernemental	-	1 417 011	-	1 453 616	-	1 469 390
03_Primature		-	7 545 066	-	7 578 137	-	7 646 481
	005-Orientation de l'action gouvernementale	-	2 441 404	-	2 451 850	-	2 499 822
	006-Pilotage et soutien aux services de la Primature	-	1 080 755	-	1 090 518	-	1 115 037
	007-Supervision des secteurs stratégiques	-	780 049	-	787 218	-	788 989
	008-Promotion du capital humain	-	3 242 858	-	3 248 551	-	3 242 633
04_Parlement		-	8 000 000	-	8 000 000	-	8 000 000

	134-Fonction parlementaire	**-**	**8 000 000**	**-**	**8 000 000**	**-**	**8 000 000**
06-Conseil National de Sécurité d'Etat		**8 242 688**	**32 717 034**	**7 461 425**	**31 935 771**	**6 099 855**	**30 163 167**
	165-Sécurité d'Etat	**8 242 688**	**32 717 034**	**7 461 425**	**31 935 771**	**6 099 855**	**30 163 167**
09-Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité		**18 274 127**	**70 966 770**	**12 495 685**	**59 491 215**	**8 044 573**	**55 290 059**
	011- Administration du territoire	**111 500**	**12 985 091**	**2 000 000**	**15 081 518**	**4 171 640**	**17 811 057**
	013-Protection Civile	**1 400 000**	**6 106 526**	**1 100 000**	**4 775 965**	**1 100 000**	**4 584 932**
	014-Décentralisation	**3 258 580**	**26 383 398**	**369 683**	**19 135 927**	**369 682**	**18 329 706**
	015-Etat civil et identification des personnes	**41 810**	**533 120**	**651 561**	**1 148 827**	**1 603 251**	**2 117 722**
	016-Pilotage et soutien des services du Ministère	**56 505**	**6 473 907**	**471 640**	**6 497 194**	**800 000**	**7 307 121**
	098-Transports et météorologie	**13 325 732**	**16 076 940**	**7 902 801**	**10 515 618**	**-**	**2 755 594**
	099-Mobilité et sécurité routière	**80 000**	**1 659 942**	**-**	**1 588 311**	**-**	**1 622 225**
	157-Affaires religieuses, coutumières et traditionnelles	**-**	**747 846**	**-**	**747 855**	**-**	**761 702**
10-Ministère de la Justice et des Droits Humains, chargé des Relations avec les Institutions		**15 274 631**	**43 943 072**	**1 500 000**	**48 471 864**	**2 500 070**	**52 447 353**
	017-Administration judiciaire	**14 948 899**	**19 856 256**	**1 000 000**	**22 635 291**	**1 430 000**	**24 225 600**
	018-Administration pénitentiaire	**200 000**	**19 809 175**	**500 000**	**21 401 566**	**944 338**	**23 409 267**
	019-Droits humains	**125 732**	**901 212**	**-**	**820 809**	**125 732**	**988 395**
	020-Citoyenneté et paix	**-**	**689 236**	**-**	**728 502**	**-**	**749 971**

	021-Pilotage et soutien	**-**	**2 513 921**	**-**	**2 703 172**	**-**	**2 884 190**
	124-Relations avec les Institutions	**-**	**173 272**	**-**	**182 524**	**-**	**189 930**
11-Ministère de la Défense et des Anciens Combattants		**38 929 673**	**520 957 211**	**35 382 510**	**518 774 150**	**35 286 040**	**527 745 766**
	022-Défense	**7 622 530**	**71 566 785**	**6 927 879**	**65 806 354**	**6 909 202**	**65 809 323**
	023-Préparation et emploi des forces	**11 744 000**	**293 148 878**	**10 674 301**	**296 408 848**	**10 644 446**	**302 284 958**
	024-Equipement des forces	**9 245 169**	**10 297 651**	**8 402 646**	**9 475 829**	**8 379 991**	**9 476 684**
	025-Appui à la sécurité publique et à la protection civile	**200 000**	**92 082 617**	**181 774**	**93 938 112**	**181 284**	**96 065 604**
	026-Renforcement du lien Armée-Nation	**515 819**	**3 783 083**	**468 811**	**3 774 326**	**467 547**	**3 816 507**
	027-Pilotage et soutien	**9 602 155**	**50 078 197**	**8 727 099**	**49 370 681**	**8 703 570**	**50 292 690**
12-Ministère des Affaires Etrangères, de la Coopération Régionale et des Burkinabè de l'Extérieur		**500 000**	**28 152 114**	**700 000**	**33 503 242**	**700 000**	**33 772 414**
	028-Cooperation bilatérale	**237 000**	**11 840 859**	**257 000**	**14 622 919**	**257 000**	**14 777 349**
	029-Coopération multilatérale	**228 000**	**6 334 077**	**408 000**	**7 912 497**	**408 000**	**8 057 470**
	030-Pilotage et soutien aux services du Ministère	**-**	**1 871 189**	**-**	**2 460 579**	**-**	**2 457 019**
	137-Integration Africaine	**-**	**3 174 763**	**-**	**3 146 784**	**-**	**3 146 784**
	158-Diaspora et migration internationale	**35 000**	**3 954 066**	**35 000**	**4 197 710**	**35 000**	**4 172 710**
	159-Protection internationale et consulaire	**-**	**977 160**	**-**	**1 162 753**	**-**	**1 161 082**
13-Ministère de la Sécurité		**12 502 573**	**140 801 632**	**11 159 121**	**146 244 120**	**12 544 902**	**156 096 672**

	010-Sureté de l'Etat	**1 000 000**	**9 433 858**	**1 000 000**	**9 433 858**	**1 000 000**	**9 433 858**
	012-Sécurisation des zones urbaines	**6 238 270**	**107 267 895**	**4 294 818**	**112 417 655**	**4 900 000**	**120 803 171**
	139-Pilotage et soutien aux services du Ministère	**179 184**	**12 886 120**	**179 184**	**12 175 493**	**179 783**	**12 695 768**
	166-Sécurisation des zones rurales	**2 000 000**	**2 922 265**	**2 300 000**	**3 372 265**	**3 000 000**	**4 072 265**
	167-Cybercriminalité et investigations anti-terroristes	**248 000**	**971 963**	**248 000**	**1 008 513**	**328 000**	**1 124 407**
	168-Secteurs spécifiques de sécurité	**2 837 119**	**7 319 531**	**3 137 119**	**7 836 336**	**3 137 119**	**7 967 203**
14-Ministère de l'Economie et des Finances		**43 593 322**	**566 887 867**	**19 487 623**	**570 228 194**	**31 789 606**	**620 205 884**
	031-Charge financière de la dette	**-**	**389 618 315**	**-**	**411 498 517**	**-**	**422 323 251**
	032-Pilotage de l'Economie et du développement	**23 427 858**	**63 279 022**	**3 668 621**	**47 369 029**	**5 000 000**	**74 151 272**
	033-Mobilisation des ressources	**17 964 000**	**56 218 328**	**13 019 002**	**52 188 624**	**23 989 606**	**63 618 109**
	034-Gestion budgétaire, tenue des comptes publics, exercice de la tutelle et supervision des systèmes financiers	**-**	**13 937 899**	**-**	**14 429 528**	**-**	**14 961 018**
	036-Contrôle, audit et sauvegarde des intérêts de l'Etat	**-**	**3 895 890**	**-**	**3 965 724**	**-**	**4 041 217**
	038-Pilotage et soutien aux services du Ministère	**2 201 464**	**39 938 413**	**2 800 000**	**40 776 772**	**2 800 000**	**41 111 017**
17-Ministère de la Fonction Publique, du Travail et de la Protection Sociale		**1 491 205**	**18 808 298**	**2 405 200**	**19 803 252**	**3 534 949**	**21 200 208**
	042-Ressources humaines de l'administration publique	**1 000 000**	**8 729 525**	**1 000 000**	**8 727 000**	**1 000 000**	**8 883 390**
	043-Réforme de l'administration	**-**	**454 550**	**-**	**461 438**	**-**	**468 531**
	044-Travail décent	**400 000**	**6 864 132**	**1 405 200**	**7 906 237**	**2 534 949**	**9 073 985**

	045-Pilotage et soutien des services du Ministère	**91 205**	**2 760 091**	**-**	**2 708 577**	**-**	**2 774 302**
18-Ministère de la Communication, de la Culture, des Arts et du Tourisme		**5 681 820**	**26 811 785**	**8 115 501**	**30 969 993**	**6 900 348**	**29 287 127**
	039-Culture	**-**	**4 556 576**	**-**	**5 685 688**	**-**	**4 858 500**
	040-Tourisme	**1 581 006**	**4 280 486**	**3 648 701**	**6 711 561**	**5 355 413**	**8 733 423**
	046-Communication	**4 100 814**	**12 368 796**	**4 466 800**	**12 712 796**	**1 544 935**	**9 562 619**
	047-Pilotage et soutien	**-**	**5 605 927**	**-**	**5 859 948**	**-**	**6 132 585**
20-Ministère des Sports, de la Jeunesse et de l'Emploi		**647 779**	**20 210 590**	**-**	**16 598 788**	**-**	**18 763 900**
	052-sport et loisirs	**-**	**8 610 937**	**-**	**7 712 288**	**-**	**9 596 642**
	054-Pilotage et soutien des services du Ministère	**-**	**3 131 099**	**-**	**3 330 982**	**-**	**3 463 996**
	101-Jeunesse et éducation permanente	**-**	**2 418 948**	**-**	**2 463 260**	**-**	**2 541 762**
	103-Promotion de l'emploi	**647 779**	**6 049 606**	**-**	**3 092 258**	**-**	**3 161 500**
21-Ministère de la Santé		**30 381 254**	**387 612 716**	**25 657 533**	**470 718 730**	**46 962 876**	**515 393 230**
	055-Offre de soin	**24 364 064**	**136 694 694**	**24 133 533**	**124 710 929**	**43 707 176**	**147 633 979**
	056-Santé publique	**3 003 190**	**183 746 733**	**210 000**	**263 248 901**	**210 000**	**275 872 525**
	057-Pilotage et soutien aux services de la Santé	**3 014 000**	**33 375 595**	**1 314 000**	**43 137 841**	**3 045 700**	**49 220 962**
	146-Acès aux produits de santé	**-**	**33 795 694**	**-**	**39 621 059**	**-**	**42 665 764**
22-Ministère de l'Action Humanitaire et de la Solidarité Nationale		**3 810 700**	**33 449 835**	**4 930 700**	**34 266 751**	**4 458 200**	**35 990 165**

	048-Femme et du genre	**-**	**3 437 787**	**-**	**3 313 361**	**-**	**3 991 596**
	049-Enfance et famille	**2 453 200**	**8 488 432**	**2 553 200**	**9 184 406**	**2 703 200**	**10 175 713**
	050-Solidarité nationale, gestion des catastrophes et crises humanitaires	**1 357 500**	**18 903 882**	**2 377 500**	**19 098 781**	**1 755 000**	**19 039 762**
	051-Pilotage et soutien des services du Ministère	**-**	**2 619 734**	**-**	**2 670 203**	**-**	**2 783 094**
23-Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues nationales		**18 205 575**	**401 319 511**	**12 866 670**	**406 592 692**	**20 063 759**	**423 438 313**
	058-Accès à l'éducation formelle	**10 418 227**	**206 217 520**	**8 497 170**	**209 092 631**	**16 052 976**	**221 983 284**
	059-Qualité de l'éducation formelle	**3 103 670**	**38 844 929**	**2 109 819**	**38 807 276**	**1 020 000**	**37 839 502**
	060-Education non formelle et promotion des langues nationales	**250 000**	**10 990 980**	**250 000**	**11 171 688**	**250 000**	**11 376 060**
	061-Pilotage et soutien aux services du Ministère	**3 673 678**	**11 059 844**	**1 173 678**	**10 545 162**	**1 733 678**	**12 457 959**
	160-Evaluation et certification dans l'éducation formelle et non formelle	**660 000**	**17 444 607**	**736 003**	**17 919 708**	**907 105**	**18 322 461**
	161-Amélioration des conditions d'enseignement et de la vie scolaire	**100 000**	**116 761 631**	**100 000**	**119 056 227**	**100 000**	**121 459 047**
24-Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation		**20 267 463**	**128 042 110**	**20 204 020**	**116 497 278**	**27 269 609**	**126 217 668**
	062-Enseignement supérieur	**12 314 020**	**53 346 026**	**13 272 500**	**52 167 409**	**11 885 500**	**54 691 937**
	063-Fourniture des services sociaux aux étudiants	**4 759 338**	**50 582 773**	**1 557 889**	**38 407 617**	**-**	**36 364 976**
	064-Recherche scientifique et technologique	**2 308 000**	**13 443 425**	**4 444 524**	**15 247 605**	**14 405 118**	**23 229 802**
	065-Pilotage et soutien aux services du MESRI	**291 505**	**9 591 912**	**259 507**	**9 509 831**	**259 507**	**10 662 688**
	066-Valorisation des résultats de la recherche et de l'innovation	**594 600**	**1 077 974**	**669 600**	**1 164 816**	**719 484**	**1 268 265**

25-Ministère de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat		**15 011 889**	**44 644 123**	**22 402 960**	**54 551 390**	**22 983 974**	**55 429 507**
	067-Industrie	**319 544**	**903 226**	**549 760**	**1 150 181**	**807 988**	**1 446 486**
	068-Commerce	**-**	**22 262 346**	**-**	**22 404 800**	**-**	**22 378 853**
	069-Artisanat	**692 345**	**1 592 022**	**687 200**	**1 450 766**	**1 009 986**	**1 938 136**
	070-Secteur privé	**14 000 000**	**18 111 263**	**21 166 000**	**27 787 059**	**21 166 000**	**27 797 345**
	071-Pilotage et soutien aux services du Ministère	**-**	**1 775 266**	**-**	**1 758 584**	**-**	**1 868 687**
26-Ministère de l'Energie, des Mines et des Carrières		**42 066 105**	**82 441 846**	**5 993 486**	**38 888 150**	**4 727 576**	**21 913 335**
	072-Mines	**-**	**2 175 039**	**-**	**2 193 121**	**-**	**2 212 414**
	073-Energie	**42 066 105**	**78 267 535**	**5 993 486**	**34 907 898**	**4 727 576**	**17 852 821**
	074-Pilotage et soutien des services du Ministère	**-**	**1 435 168**	**-**	**1 217 183**	**-**	**1 271 384**
	138-Carrières	**-**	**564 104**	**-**	**569 948**	**-**	**576 716**
27-Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques		**99 468 560**	**174 771 334**	**75 381 441**	**171 027 813**	**125 741 812**	**210 010 760**
	075-Aménagements agro-pastoraux et irrigation	**41 511 372**	**55 020 811**	**38 397 795**	**60 413 023**	**54 987 434**	**76 360 783**
	077-Economie agricole	**9 927 791**	**27 902 551**	**3 056 339**	**14 742 810**	**2 712 457**	**9 485 108**
	078-Productions végétales	**32 848 789**	**46 415 221**	**23 688 561**	**39 995 411**	**35 832 660**	**51 411 751**
	080-Pilotage et soutien aux services du ministère	**1 529 518**	**16 631 018**	**893 250**	**14 603 004**	**1 259 250**	**15 687 617**
	082-Productions animales	**10 880 275**	**21 650 817**	**6 013 756**	**32 593 677**	**26 016 373**	**46 259 898**

	083-Santé animale et santé publique vétérinaire	**1 643 815**	**4 577 057**	**1 795 000**	**5 485 737**	**2 616 500**	**6 798 710**
	084-Productions halieutiques	**1 127 000**	**2 573 859**	**1 536 740**	**3 194 151**	**2 317 138**	**4 006 893**
30 Ministère des Infrastructures et du Désenclavement		**341 166 824**	**203 897 028**	**13 497 813**	**222 774 342**	**18 870 108**	**174 574 404**
	091-Sauvegarde du patrimoine routier, ferroviaire, aéroportuaire, maritime et cartographique	**8 957 685**	**32 393 238**	**400 000**	**14 594 898**	**400 000**	**9 084 482**
	092-Développement du réseau routier classé, de voirie urbaine et des infrastructures ferroviaires, aéroportuaires, maritimes et cartographiques	**331 470 621**	**168 023 176**	**11 721 950**	**204 073 031**	**9 529 533**	**153 701 589**
	093-Développement de réseau de pistes rurales	**421 615**	**769 590**	**725 863**	**1 126 857**	**1 147 478**	**1 551 806**
	094-Pilotage et soutien aux services du Ministère	**316 903**	**2 711 024**	**650 000**	**2 979 556**	**7 793 097**	**10 236 527**
31-Ministère de la Transition Digitale, des Postes et des Communications Electroniques		**5 284 140**	**29 634 565**	**1 374 400**	**31 566 055**	**1 413 980**	**31 686 106**
	095-Developpement d'infrastructures de communications électroniques	**1 000 000**	**9 779 500**	**1 374 400**	**27 094 662**	**1 413 980**	**27 117 334**
	096-Appui au sous-secteur postal	**-**	**620 036**	**-**	**620 432**	**-**	**620 841**
	097-Pilotage et soutien aux structures du Ministère	**-**	**2 070 118**	**-**	**2 148 631**	**-**	**2 207 615**
	136-Transformation et écosystème numérique	**4 284 140**	**17 164 911**	**-**	**1 702 330**	**-**	**1 740 316**
37-Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique		**3 372 208**	**269 729 517**	**5 046 530**	**279 727 036**	**6 628 419**	**290 034 922**
	102-Enseignement et formation techniques et professionnels	**200 000**	**19 028 034**	**200 000**	**19 823 345**	**1 600 000**	**21 675 370**
	104-Pilotage et soutien aux services du Ministère	**1 241 148**	**49 491 243**	**1 587 485**	**54 335 136**	**2 087 485**	**56 451 366**

	163-Enseignement secondaire général	**1 518 560**	**192 707 956**	**2 846 545**	**197 014 974**	**2 528 434**	**203 334 444**
	164-Orientation, pratiques d'activités parascolaires et périscolaires et continuité éducative	**412 500**	**8 502 284**	**412 500**	**8 553 581**	**412 500**	**8 573 742**
38-Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat		**4 882 921**	**9 881 335**	**6 126 731**	**10 185 843**	**8 399 364**	**13 910 334**
	105-Urbanisme et Topographie	**2 257 150**	**4 319 805**	**2 184 372**	**4 239 896**	**3 212 857**	**5 410 159**
	106-Architecture et construction	**305 144**	**1 385 676**	**334 584**	**1 432 630**	**491 741**	**1 641 477**
	107-Accès aux logements décents	**2 098 627**	**2 785 220**	**2 328 827**	**2 720 946**	**3 453 766**	**3 861 367**
	108-Pilotage et soutien aux service du Ministère	**222 000**	**1 390 634**	**1 278 948**	**1 792 371**	**1 241 000**	**2 997 331**
42-Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement		**44 803 671**	**107 531 598**	**33 936 594**	**93 359 258**	**32 691 390**	**91 072 525**
	086-Ressources forestières et fauniques	**2 288 263**	**19 778 618**	**2 443 932**	**21 111 939**	**4 061 000**	**23 998 651**
	087-Assainissement de l'environnement	**4 250 100**	**7 200 347**	**400 000**	**2 523 014**	**750 000**	**3 003 585**
	088-Gouvernance environnementale et changement climatique	**5 771 611**	**18 826 132**	**4 621 591**	**30 092 173**	**4 686 844**	**28 797 470**
	109-Aménagements hydrauliques	**5 504 500**	**7 784 857**	**561 100**	**2 534 722**	**-**	**957 276**
	110-Gestion intégrée des ressources en eau	**2 080 297**	**5 101 250**	**1 472 548**	**4 594 828**	**828 000**	**3 456 698**
	111-Approvisionnement en eau potable	**24 821 125**	**44 664 093**	**23 937 423**	**27 878 785**	**21 865 546**	**25 930 831**
	113-Pilotage et soutien aux services du Ministère	**87 775**	**4 176 301**	**500 000**	**4 623 797**	**500 000**	**4 928 014**
50-Grande Chancellerie		**-**	**1 013 763**	**-**	**1 018 227**	**-**	**1 022 213**
	114-Ordres burkinabè	**-**	**1 013 763**	**-**	**1 018 227**	**-**	**1 022 213**

51-Conseil Supérieur de la Communication		**75 000**	**1 303 303**	**-**	**1 199 159**	**-**	**1 211 348**
	115-Régulation du secteur de la communication	**75 000**	**1 303 303**	**-**	**1 199 159**	**-**	**1 211 348**
52-Autorité Supérieure de Contrôle d'Etat et de Lutte Contre la Corruption		**-**	**1 563 336**	**-**	**1 568 157**	**-**	**1 617 962**
	116-Contrôle d'Etat et lutte contre la corruption	**-**	**1 563 336**	**-**	**1 568 157**	**-**	**1 617 962**
54-Conseil Constitutionnel		**50 000**	**952 451**	**-**	**912 625**	**-**	**922 625**
	117-Coordination des actions du Conseil constitutionnel	**50 000**	**952 451**	**-**	**912 625**	**-**	**922 625**
55-Conseil d'Etat		**-**	**1 010 578**	**-**	**1 005 673**	**-**	**1 041 001**
	118-Juridiction supérieure de l'ordre administratif	**-**	**1 010 578**	**-**	**1 005 673**	**-**	**1 041 001**
56-Cour des Comptes		**-**	**1 723 435**	**-**	**1 745 573**	**-**	**1 767 884**
	119-Contrôle juridictionnel et contrôle de la gestion des finances publiques	**-**	**1 723 435**	**-**	**1 745 573**	**-**	**1 767 884**
57-Cour de Cassation		**-**	**1 380 278**	**-**	**1 350 550**	**-**	**1 367 706**
	120-Juridiction supérieure de l'ordre judiciaire	**-**	**1 380 278**	**-**	**1 350 550**	**-**	**1 367 706**
59-Commission de l'Informatique et des Libertés		**-**	**489 799**	**-**	**485 836**	**-**	**486 833**
	122-Protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel	**-**	**489 799**	**-**	**485 836**	**-**	**486 833**
61-Commission Nationale des Droits Humains		**-**	**503 600**	**-**	**502 529**	**-**	**509 692**

	147-Défense des droits humains	**-**	**503 600**	**-**	**502 529**	**-**	**509 692**
99-Dépenses Communes Interministérielles		**17 352 000**	**522 606 238**	**15 500 000**	**803 725 312**	**15 500 000**	**1 077 831 329**
	133-Dépenses communes interministérielles	**17 352 000**	**522 606 238**	**15 500 000**	**803 725 312**	**15 500 000**	**1 077 831 329**
TOTAL		**791 636 128**	**3 918 289 008**	**341 925 943**	**4 262 788 468**	**443 811 410**	**4 666 701 152**

Article 73 nouveau = article 67 ancien :

Les montants des crédits de paiement et, le cas échéant, des autorisations d'engagement des Comptes d'affectation spéciale (CAS) au titre de l'année budgétaire 2026 sont fixés comme suit :

(En milliers de francs CFA)

Section	Comptes d'Affectation Spéciale (CAS)	Intitulé	Prévisions 2026		Prévisions 2027		Prévisions 2028	
			AE	CP	AE	CP	AE	CP
09	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Mobilité		-	14 000 000	-	14 000 000	-	14 000 000
	156	Programme pour la Résilience, la Gouvernance Locale et les services de base (PREGOLS)		14 000 000	-	14 000 000	-	14 000 000
11	Ministère de la Défense et des Anciens Combattants		-	200 000 000	-	200 000 000	-	200 000 000
	155	Fonds de Soutien Patriotique	-	200 000 000	-	200 000 000	-	200 000 000
14	Ministère de l'Economie et des Finances		282 500	125 865 157	282 500	130 680 000	282 500	125 680 000
	131	Développement de la statistique	-	185 157	-	5 000 000	-	-
	132	Cadastre Fiscal	55 000	75 000	55 000	75 000	55 000	75 000
	142	Remboursement Crédits TVA	-	125 000 000	-	125 000 000	-	125 000 000
	154	Fonds d'assurance en matière de publicité foncière	227 500	605 000	227 500	605 000	227 500	605 000
17	Ministère de la Fonction Publique du Travail et de la Protection Sociale		900 000	1 904 136	-	-	-	-
	129	Soutien à la modernisation de l'administration publique	900 000	1 904 136	-	-	-	-
21	Ministère de la Santé		-	41 000	-	41 000	-	41 000
	128	Développement du système de santé	-	41 000	-	41 000	-	41 000
23	Ministère de l'Enseignement de Base, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales		1 000 000	2 000 000	1 000 000	2 000 000	1 000 000	2 000 000
	126	Soutien au développement de l'enseignement de base	1 000 000	2 000 000	1 000 000	2 000 000	1 000 000	2 000 000

24	**Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation**		**-**	**12 896 541**	**-**	**12 896 541**	**-**	**12 896 541**
	169	**Recherche et innovation**		**12 896 541**		**12 896 541**		**12 896 541**
37	**Ministère de l'Enseignement Secondaire, de la Formation Professionnelle et Technique**		**20 000**	**197 807**	**20 000**	**197 807**	**20 000**	**197 807**
	127	**Cantines scolaires du secondaire**	**20 000**	**152 000**	**20 000**	**152 000**	**20 000**	**152 000**
	144	**Appui à la Formation Professionnelle**	**-**	**45 807**		**45 807**		**45 807**
38	**Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat**		**-**	**470 000**	**-**	**316 373**	**-**	**212 557**
	130	**Opération lotissement centres urbains et ruraux au Burkina Faso**	**-**	**470 000**	**-**	**316 373**	**-**	**212 557**
42	**Ministère de l'Environnement, de l'Eau et de l'Assainissement**		**-**	**38 341 460**	**-**	**-**	**-**	**-**
	143	**Approvisionnement en eau et assainissement**	**-**	**38 341 460**	**-**	**-**	**-**	**-**
Total Ministère			**2 202 500**	**395 716 101**	**1 302 500**	**360 131 721**	**1 302 500**	**355 027 905**

Article 74 = ancien article 68 :

Pour l'année 2026, le ministre chargé des finances peut, en se fondant sur la situation réelle de la trésorerie de l'Etat, subordonner l'utilisation des crédits par les ordonnateurs aux disponibilités de trésorerie de l'Etat.

TITRE II : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 75 = ancien article 69 :

La présente loi qui prend effet pour compter du 1er janvier 2026 sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique
à Ouagadougou, le ……

Le Président

Dr Ousmane BOUGOUMA

Le Secrétaire de séance